



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIVAR

Immeuble Cityscope
3 rue Franklin
93100 Montreuil

Références : 25-UD33-CRA-172

Code AIOT : 0005200446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement UNIVAR implanté 24, Rue Descartes 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection avait pour but de traiter les suites des inspections précédentes et notamment de vérifier le respect de :

- l'arrêté de mise en demeure du 23 juin 2023.
- l'arrêté portant mesures d'urgence du 19 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIVAR
- 24, Rue Descartes 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005200446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UNIVAR exploite sur le site de Blanquefort les activités suivantes :

- un stockage de produits chimiques essentiellement inflammables ou corrosifs, en vrac, en réservoirs aériens et en petits contenants en entrepôt ;
- une activité de remplissage de fûts et de GRV (1000 l).

Ces installations ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1995. Elles sont également réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2021.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Caractéristiques mur REI240	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Etat des matières stockées – Dispositions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	spécifiques – Format synthétique			
3	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V	Susceptible de suites	Sans objet
4	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Capacité de rétention - émulseur	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
7	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 05/09/2024, article R.512-69	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Conditions de reprise de l'activité de la cuverie solvants	AP de Mesures d'Urgence du 19/09/2024, article 6	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments présentés par l'exploitant lors de l'inspection et transmis par la suite ont permis de lever la mise en demeure du 23 juin 2023. Toutefois, la conformité des moyens de lutte contre l'incendie de la cuverie solvants n'est valable que dans la situation actuelle, à savoir que seules les cuvettes 1 à 3 sont utilisées pour le stockage de liquides inflammables.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait stocker des liquides inflammables dans la cuvette 4, il conviendra d'en informer au préalable le Préfet et de démontrer la conformité de l'installation de protection incendie.

Enfin, l'inspection a constaté que la cuvette 2S n'est également plus utilisée pour stocker des liquides inflammables suite à l'effondrement de l'un des murs coupe-feu. L'exploitant devra justifier la conformité des installations de protection de la cuvette 2S avant qu'elle soit réexploitée pour le stockage de liquides inflammables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats :

L'exploitant a présenté le plan des matières dangereuses stockées. Il comprend désormais la cuverie minérale, l'atelier de conditionnement des solvants, les différents entrepôts, etc. De plus, le plan transmis par courriel du 05/02/2025 comprend également le stockage de palettes et d'emballages vides.

L'exploitant a également présenté l'état des stocks extrait du logiciel SAP. Cet état des stocks comprend les mêmes informations que lors de l'inspection du 28/04/2023 et ne comprend toujours pas les mentions de dangers. L'exploitant a précisé que pour obtenir cette information, il convient de croiser le nom du produit recherché avec un autre fichier.

L'état des stocks présenté le jour de l'inspection respecte les quantités maximales autorisées pour les rubriques 1630, 4130, 4331 et 4510.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – format synthétique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Suite à l'inspection du 28/04/2023, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avait été transmis à l'exploitant pour contradictoire. En réponse, l'exploitant avait transmis, par courrier du 30/05/2023, un état des stocks synthétique. Ce point avait donc été retiré de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/06/2023.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté son modèle d'état des stocks synthétique. Le document regroupe par zone (magasin 1S, 3I, cuvette 2S, etc.) les mentions de dangers des différents produits dangereux et les quantités présentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application de l'AM 24/09/20 – bilan conformité nvx entrants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.

Constats :

Pour mémoire, les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploitées dans les installations suivantes relèvent de l'arrêté ministériel du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

Les installations exploitées par la société UNIVAR ne relèvent pas de l'autorisation pour les rubriques citées au point 1 précité.

Concernant le point 2, les quantités globales de liquides inflammables stockées sont limitées à une quantité inférieure à 1000 tonnes et l'exploitant s'est engagé à stocker moins de 100 tonnes de liquides inflammables en contenants fusibles. Cet engagement, mentionné dans l'étude de dangers du site en cours d'instruction, est repris dans le projet d'arrêté préfectoral qui a été transmis à l'exploitant pour contradictoire.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de moins d'une trentaine d'IBC de liquides inflammables en contenant fusibles. Le seuil des 100 tonnes est donc respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">-les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;-les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan

<p>d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</p> <p>-en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 31/01/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la dernière note de calcul permettant de déterminer les besoins en eau d'extinction de la zone des liquides inflammables (révision 6).</p> <p>Cette note de calcul prend en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'extinction de la cuverie de solvant (2 scénarii étudiés : extinction simultanée des 4 cuvettes et extinction simultanée des cuvettes 1 à 3 car actuellement la cuvette 4 ne comprend aucun réservoir de stockage de liquides inflammables), ainsi il n'est plus nécessaire de justifier l'absence d'effet domino entre les cuvettes 1/2 et les cuvettes 3/4 ; • l'extinction du auvent de déchargement et de la cuvette 2S ; • la mise en place et l'entretien d'un tapis de mousse pour la non reprise de l'incendie. <p>Le magasin 3I et l'atelier de conditionnement des liquides inflammables ne sont pas équipés d'installation d'extinction automatique.</p> <p>Voir point de contrôle suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en eau, émulseurs et taux d'application</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>

Constats :

Par arrêté préfectoral du 23/06/2023, la société UNIVAR a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 43-3-3 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 susvisé, avant le 31 mars 2024. Afin de respecter le débit réglementaire de 4 l/min/m² d'extinction de la cuverie de solvants, défini à l'annexe V de l'arrêté ministériel précité, l'exploitant a modifié son installation d'extinction automatique incendie. Les principales modifications apportées sont les suivantes : remplacement du groupe moto-pompe, ajout d'un réservoir d'eau, achat d'émulseur supplémentaire, remplacement des buses.

Afin d'empêcher tout effet domino entre la cuverie/le auvent de déchargement et la cuvette 2S, l'exploitant avait choisi de faire construire des murs coupe-feu REI 240 sur deux côtés de la cuvette 2S. Le mur coupe-feu séparant la cuvette 2S et la cuverie s'est effondré dans la nuit du 31 août au 1er septembre 2024 (incident ayant fait l'objet d'une inspection réalisée le 5 septembre 2024). Ainsi la cuvette 2S n'est actuellement plus utilisée pour stocker des liquides inflammables jusqu'à reconstruction du mur coupe-feu.

Par ailleurs, afin de justifier le respect du débit réglementaire requis, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 31/01/2025 une note de calcul des besoins en eau et émulseur (V6 du 27/01/2025) rédigée par ODZ et a fait réaliser par DESAUTEL un essai des nouvelles installations de lutte contre l'incendie (rapport : CCIF2326442 du 26/07/2024). Le compte-rendu d'essai conclut que l'installation de protection incendie de la cuverie et du auvent présente un débit de 3705 l/min qui satisfait les besoins calculés de l'installation actuelle (cuvette 1 à 3) dont le débit requis calculé, pour atteindre les 4 l/min/m², s'élève à 3178 l/min.

Ainsi, dans la configuration actuelle à savoir seules les cuvettes 1 à 3 servent au stockage de liquides inflammables, les installations de lutte contre l'incendie sont satisfaisantes. La mise en demeure du 23/06/2023 est donc levée.

Toutefois, l'inspection note que l'installation de lutte contre l'incendie deviendrait insuffisante et donc non-conforme si la cuvette 4 était à nouveau utilisée pour stocker des liquides inflammables et devrait donc faire l'objet de modifications de la part de l'exploitant. Il devra donc porter à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, toute modification de l'utilisation de la cuvette 4.

Pour mémoire, dans le cadre de la modification de l'installation d'extinction automatique, l'exploitant a également remplacé l'émulseur historique par un émulseur sans fluor. Voir point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Capacité de rétention - émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention - émulseur

Prescription contrôlée :**I. Capacité des rétentions**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

<p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à l'élimination de l'ancien émulseur qui contient du fluor. L'exploitant a expliqué qu'à ce jour cet ancien émulseur est stocké dans la magasin 1S (dédié au stockage de produits incombustibles) qui dispose de sa propre rétention selon l'étude de dangers du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lorsque l'exploitant aura procédé à l'élimination de cet émulseur, l'exploitant justifiera à l'inspection sa correcte élimination en transmettant le bordereau de suivi de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Autres moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :</p> <p>-d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et en particulier dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>-d'un système d'alarme interne ;</p> <p>-d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours ;</p> <p>-d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une</p>

<p>description des dangers pour chaque local ;</p> <p>-d'un état des stocks de liquides inflammables tel que défini à l'article 30 du présent arrêté ;</p> <p>-d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, et concernant la défense incendie du magasin 3I et de l'atelier de conditionnement des solvants, il avait été demandé à l'exploitant de justifier les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le personnel susceptible d'intervenir en cas d'incendie, notamment à l'aide des canons à mousse, ne se trouverait pas dans des flux thermiques pouvant excéder 5 kW/m² ; • que la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés et aux distances d'éloignement à respecter. <p>Par courriel du 05/02/2025, l'exploitant a rappelé que, selon sa dernière étude de dangers, les distances maximales d'effets en cas d'incendie de ces deux installations (effets irréversibles) sont respectivement de 30 et 11 mètres.</p> <p>Or, suite à l'effondrement du mur coupe-feu de la cuvette 2S, l'exploitant a testé les portées des 2 canons qui pourraient servir pour lutter contre un incendie de ces installations. Le canon n°1 avait une portée de 55 mètres et le canon n°2 de 41 mètres. Ainsi, les portées des canons sont suffisantes pour que le personnel les mettent en oeuvre en dehors des effets thermiques à 3 kW/m².</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rapport d'incident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/09/2024, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 19/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>

<p>d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté portant mesures d'urgences du 19 septembre 2024, le Préfet a imposé à la société UNIVAR de transmettre dans un délai de deux mois un rapport d'accident (art. 5). L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 07/02/2025, le rapport d'accident complété notamment par les éléments issus du rapport d'expertise de Bureau Veritas (voir PC 10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a procédé à l'extraction depuis son logiciel de suivi. Celui-ci indiquait qu'aucun produit dangereux n'était stocké dans la cuvette 2S.</p> <p>La visite des installations a confirmé cet état des stocks. En effet, la cuvette 2S ne contient à ce jour que des récipients mobiles métalliques vides. De plus, ce stockage de contenants vides est éloigné d'environ 5 mètres du mur coupe-feu séparant la cuvette 2S et le magasin 1S afin de prévenir tout risque pour les contenants mobiles en cas d'effondrement de ce mur.</p> <p>Ainsi, l'activité de stockage de liquides inflammables de la cuvette 2S n'a pas repris puisque les conditions listées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 19/09/2024 ne sont pas réunies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Caractéristiques mur REI240

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques mur REI240
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. [...]</p>
Constats : <p>Afin de déterminer les causes de la chute du mur coupe-feu séparant la cuverie de solvants de la cuvette 2S, l'exploitant a fait réaliser une expertise par Bureau Veritas du mur coupe-feu séparant la cuvette 2S du magasin 1S (mur non effondré), construit de manière similaire. L'exploitant a présenté à l'inspection le contenu de ce rapport.</p> <p>Le bureau d'études a conclu que le mur ne présente pas une résistance au feu REI240 et que la stabilité mécanique du mur semble également être remise en question.</p> <p>Ces deux murs coupe-feu ayant été proposés par l'exploitant pour empêcher les effets domino des installations de stockage de liquides inflammables, l'activité de stockage de solvants de la cuvette 2S ne pourra reprendre qu'après reconstruction de ces deux murs, justification de leur résistance au feu et respect des autres exigences listées dans l'arrêté de mesures d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Conditions de reprise de l'activité de la cuverie solvants

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 19/09/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de reprise de l'activité de la cuverie solvants
Prescription contrôlée : <p>La reprise d'activité de la cuverie solvants et du poste de déchargement des solvants est subordonnée à la transmission à l'inspection des installations classées des documents permettant d'attester de :</p> <ul style="list-style-type: none">• le déblayage des débris causés par la chute du mur coupe-feu de la cuvette 2S ;• la conformité des installations électriques de ces deux installations ;• la disponibilité des moyens d'extinction incendie de ces deux installations ;• l'intégrité des réservoirs aériens de stockage de solvants ainsi que des tuyauteries, vannes et rétentions associées et du poste de déchargement des solvants, en justifiant le périmètre d'analyse.

Si l'extinction automatique incendie de la cuverie solvants n'est pas remise en fonctionnement dans un délai de trois semaines à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet un plan de sécurisation pérenne de la cuverie solvants. Ce plan étudiera notamment la possibilité de vidanger et inerte les réservoirs aériens de solvants et les conditions de sécurité à réunir pour cela.

Constats :

Par courriels des 7 et 28 octobre 2024, l'exploitant a transmis les documents suivants destinés à répondre à la prescription ci-dessus afin de redémarrer l'activité de la cuverie solvants et le poste de déchargement :

- photo du déblayage des débris,
- le rapport de vérification des installations électriques (rapport n°91440/24/12089 du 15/10/2024), réalisée par SOCOTEC le 02/10/2024, qui a porté sur la « zone cuverie solvants : cuves 1 à 5 + auvent »,
- le rapport d'intervention n°481529 de DESAUTEL qui porte sur les systèmes de détection et d'extinction de la cuverie suite à une visite du 27/09/2024. Le document mentionne le « remplacement de la canne sur le réseau extinction de la zone cuverie », le « remplacement du câble « alarmline » coupé », la « remise en service de la zone cuverie » ainsi que « l'essai en eau de la zone cuverie » et qui conclut au « bon fonctionnement en automatique et manuel ».

Par courriel du 28/10/2024, l'exploitant précisait que le scénario 1 de l'installation d'extinction incendie avait été remis en service et que ce scénario comprend l'extinction simultanée de la cuverie solvants et du auvent de dépotage. Il concluait que les deux zones (qui n'en sont qu'une pour le système incendie) étaient donc de nouveau sous détection et extinction incendie.

- le rapport de l'inspection des cuves 1 à 5 suite à sinistre (rapport n°CIAD UNIVAR 24 BQF 1 du 18/09/2024) réalisée le 18/09/2024 par la société CIAD.

Selon l'exploitant, le contrôle a uniquement porté sur les cuves 1 à 5 car elles sont les plus proches du mur s'étant effondré. Le rapport concluait : "Rien ne s'oppose à la remise en service des cuves 1 à 4, une fois le système incendie remis en conformité. La cuve 5 nécessite d'être remise en place avant d'envisager une remise en service." et listait plusieurs préconisations. L'exploitant a indiqué que la cuve 5 a été remise en place.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la cuve 5 semblait effectivement centrée sur son socle et que les vannes de vidange des réservoirs n°1, 2 et 3 qui avait été constatées détruites par CIAD ont été remplacées. En revanche, certaines règles de niveau et passages de câbles sont encore abimés.

Depuis ces constatations, la société CIAD est intervenue en novembre 2024 sur le site UNIVAR pour réaliser les inspections en exploitation des réservoirs de la cuverie solvants, dans le cadre du PMII. L'exploitant a transmis les rapports de ces inspections pour les cuves 1 à 5, par courriel du 03/02/2025. Les 5 rapports de contrôles concluent que "la cuve et son environnement sont jugés dans un état permettant son maintien en activité".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les rapports d'inspection en exploitation des réservoirs 1 à 5 transmis à l'inspection listent plusieurs préconisations de la part de la société de contrôle. L'exploitant veille à mettre en

application les préconisations formulées par CIAD dans ses rapports pour l'ensemble des réservoirs de la cuverie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. [...]

Constats :

Tous les moyens de lutte contre l'incendie de la cuverie solvants et du auvent de déchargement ont été remis en service (voir point de contrôle précédent).

La cuvette 2S n'étant plus équipée de moyens de lutte contre l'incendie fonctionnels suite à la chute du mur coupe-feu, celle-ci n'est pas utilisée pour stocker des produits dangereux.

Ainsi, les deux canons mobiles ne sont plus nécessaires. C'est pourquoi le canon à mousse positionné à côté de l'atelier de conditionnement des solvants a été remis en stockage et l'autre canon à mousse est encore en place mais devrait prochainement être rangé.

Type de suites proposées : Sans suite